

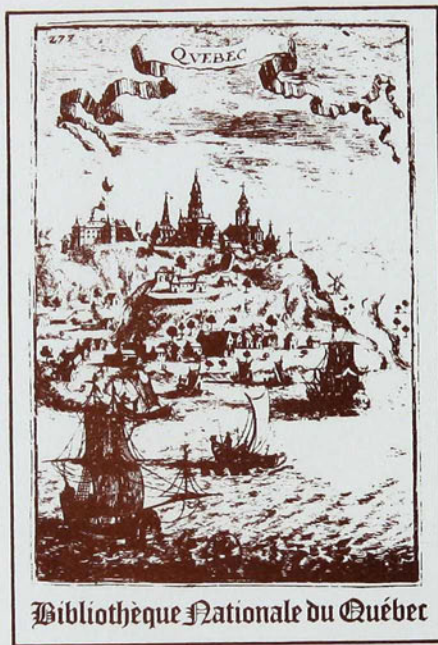
A32A1
A77\6
1964
OFF



L'essor
des
Sciences
sociales
au Canada
français

par Jean-Charles Falardeau

Ministère des Affaires culturelles,
Québec, 1964.



Bibliothèque Nationale du Québec

A32A1

A99 / 6

1964

OFF

L'essor des sciences sociales
au Canada français

*Collection Art, Vie et Sciences
au Canada français*

*sous la direction de
Madame Geneviève de la Tour Fondue-Smith*

1. Panorama des Lettres canadiennes-françaises
par GUY SYLVESTRE
2. Le Théâtre au Canada français
par JEAN HAMELIN
3. La Peinture moderne au Canada français
par GUY VIAU
4. La Vie musicale au Canada français
par ANNETTE LASALLE-LEDUC
5. La Vie des sciences au Canada français
par CYRIAS OUELLET
6. L'essor des sciences sociales au Canada français
par JEAN-CHARLES FALARDEAU

L'essor
des sciences sociales
au Canada français

par

Jean-Charles FALARDEAU

Ministère des Affaires culturelles

QUÉBEC

1964

UNION DES ÉCRIVAINS QUÉBÉCOIS

La collection de brochures *Art, Vie et Sciences au Canada français* a été conçue comme un instrument de documentation et de travail destiné à être diffusé auprès d'un large public cultivé, tant au Canada qu'à l'étranger.

Chaque auteur, choisi pour sa compétence reconnue, a l'entière responsabilité de son texte.

Aucun des ouvrages de cette série n'entend être, toutefois, un catalogue, un palmarès ou une publication technique hautement spécialisée.

Mais leur ensemble constitue un témoignage de qualité de la vitalité culturelle du Canada français.

Geneviève de la TOUR FONDUE-SMITH,
directrice de la collection

*Notre nouveauté, à nous, consiste
dans l'inédit des questions elles-mêmes,
et non point des solutions : dans les
énoncés, et non dans les réponses.*

Paul VALÉRY, *Bilan de l'intelligence*

Avant-propos

Les sciences sociales sont toute récentes au Canada français. Dernières venues dans l'enseignement universitaire, elles datent de moins de trente ans. Elles sont au stade de la première expansion mais d'une expansion qui déjà réalise la pleine maturité. Notre pensée et nos recherches sociales sont synchroniques avec celles des autres pays. Elles se reconnaissent cependant à quelques traits irrécusables. À quoi tiennent ces traits ?

À la différence des sciences de la nature, les sciences sociales ont un objet qui est très près de la conscience, des expériences, des préférences et des engagements de ceux qui les pratiquent. Elles sont des modes de connaître objectivement et méthodiquement les réalités humaines collectives et les forces qui les animent. Chacune d'elles pose à ces réalités une ou des questions spécifiques auxquelles elle tente de répondre par un discours et des théories qui lui sont propres. Il reste que ceux qui s'adonnent à ces sciences, historiens, psychologues, économistes, anthropologues, sociologues et autres, sont membres d'une société donnée et qu'ils ne peuvent dissocier cette appartenance de leur activité scientifique. Dans tous les pays où les sciences sociales sont graduellement apparues, à la suite des sciences de

la nature, au cours et surtout à la fin du XIX^e siècle, en France, en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis, les spécialistes de ces sciences ont choisi dans leur société même les principaux problèmes qui ont été la matière de leur interrogation : les sociologues politiques allemands ont cherché à établir les facteurs qui fondent l'unité de l'état ; les géographes humains de France se sont préoccupés d'identifier les conditions qui définissent et caractérisent une région, un « pays » ; les sociologues américains ont inlassablement analysé les processus d'élaboration des grands centres urbains et les causes de tensions et de conflits interethniques. Aussi bien, tous ont poursuivi leurs investigations à partir d'une tradition intellectuelle qui était celle de leur milieu.

Pour autant, l'histoire des sciences sociales dans une société est inséparable de l'histoire des forces sociales qu'elles ont eu pour fonction d'interpréter. Elle est inséparable de l'histoire générale de cette société, de l'histoire des idées dans cette société, — pour tout dire, de l'histoire des conceptions que cette société s'est faites d'elle-même.

C'est là tracer le plan idéal d'une histoire des sciences sociales au Canada français. Un volume entier y suffirait à peine. Notre ambition est plus modeste. Nous nous contenterons, dans un cadre restreint, d'esquisser quelques-uns des traits qui ont caractérisé le retard, l'apparition, les débuts et le premier essor de ces sciences dans notre milieu. Pour faire comprendre cette évolution, nous ne pourrons nous retenir de la mettre en relation avec certains états du milieu social qui lui a servi de terreau. Et non seulement avec le milieu social immédiat et contemporain, mais avec des états

antérieurs de notre société qui permettent d'expliquer le présent.

Les spécialistes des sciences sociales de notre génération se substituent en quelque sorte à ceux qui, au cours de notre XIX^e siècle et jusqu'à une époque récente, ont assumé la responsabilité de définir et de canaliser le destin canadien-français. Il faut connaître ceux-ci pour comprendre ceux-là. Au surplus, il y a eu parmi ces chefs de file intellectuels du passé, des penseurs hardis et novateurs qui, en avance sur les courants de leur époque et quelquefois très informés de l'une ou l'autre des sciences sociales telles qu'elles existaient alors, ont été littéralement les précurseurs de nos entreprises et de nos réussites actuelles. Nous les évoquerons longuement, non seulement pour rendre hommage à des pionniers, mais parce que nous retrouvons chez eux des préoccupations qui ressemblent souvent aux nôtres. Ils nous servent, à défaut de tradition intellectuelle, de pôles indicateurs sinon de modèles.

Pour ces raisons, un tableau de l'essor de nos sciences sociales peut se décomposer dans les quatre volets suivants : 1. Les précurseurs du XIX^e siècle ; 2. la première phase d'un XX^e siècle qui fut lent à démarrer ; 3. les débuts institutionnels, durant les années 1930-1940 ; 4. la situation actuelle et les orientations d'avenir.

I. Les Don Quichotte de notre XIX^e siècle

Ceux dont nous voulons parler ont vécu dans un siècle que l'on peut appeler celui de nos recommencements. Pour apprécier la qualité et la portée de leurs voix, il est nécessaire de rappeler les émois, les déceptions et les ambitions de cette époque de gestation.

Les quatre-vingts premières années de l'existence du Canada français après la conquête anglaise de 1760 furent absorbées par le combat politique. Le peuple canadien-français a revendiqué et imposé son vouloir-vivre. Un événement douloureux traumatise très tôt ses aspirations politiques : la révolte infructueuse de 1837-1838. Un nom résume cette période : celui de Louis-Joseph Papineau. Avec 1840 et l'union des deux Canadas, commence une ère de relative stabilité politique. Durant ce temps, le clergé a formulé et proposé une attitude de loyauté et de respect au conquérant anglais. Il imposera aussi une philosophie générale de soumission à toutes les formes d'autorité politique et sociale. L'ancienne gentilhommerie française retournée en France à la conquête commence à être remplacée par une élite d'origine rurale composée des membres des professions libérales qui seront journalistes, politiciens, écrivains.

Les premiers représentants de cette élite étaient autodidactes. Ceux qui les suivirent furent élèves des quelques collèges et séminaires qui se fondèrent en diverses régions de la province durant la première moitié du siècle. Certains de ces collèges, par exemple ceux de Nicolet et de Saint-Hyacinthe, furent des foyers d'intense activité intellectuelle. Des prêtres lettrés ou savants y avaient constitué d'étonnantes bibliothèques en important de France un grand nombre d'ouvrages contemporains traitant de philosophie, de littérature, de mathématique, de sciences naturelles, voire d'économie politique. Ils furent les premiers initiateurs et les premiers maîtres. Ils instruisirent un très grand nombre de ceux dont le nom devait illustrer notre XIX^e siècle littéraire et politique.

C'est dans les rangs de ces nouvelles élites que trouvèrent accueil et écho les philosophies libérales, réformistes ou radicales de la fin du XVIII^e siècle et des débuts du XIX^e siècle en France, en Angleterre et aux États-Unis. C'est par eux que pénétrèrent dans notre société, souvent avec quelques années de retard, les idées de Montesquieu, de Locke et de Rousseau, l'esprit des encyclopédistes, l'idéologie politique d'un Jefferson, le romantisme social. Ils furent les artisans d'un non-conformisme qui s'opposa aux attitudes généralement conservatrices de l'Église officielle. Leurs efforts s'incarnèrent dans un Institut Canadien qui fut établi en 1844, à Montréal, comme centre d'étude, de discussion et d'enseignement. Cet Institut fut un volcan de polémiques et finalement l'objet d'une condamnation ecclésiastique. On comprend aisément que, dans ces conditions, l'intellectuel canadien-français des cénacles de Montréal et de Québec se soit vu doublement isolé :

par la distance psychologique qui le séparait des masses rurales ; par les contrariétés politiques et les oppositions ecclésiastiques. Il était normal qu'il s'exprimât sur le mode héroïque ou lyrique.

**UN ANNONCIATEUR DE GRANDEUR :
FRANÇOIS-XAVIER GARNEAU (1809-1866)**

Le premier grand nom à retenir de ce XIX^e siècle tumultueux, après celui de Papineau en qui s'incarna l'espoir de libération politique, est celui de l'historien Garneau en qui s'incarna l'émerveillement du passé français. Son *Histoire du Canada*, publiée de 1845 à 1848, fut pour le Canada français l'équivalent de ce qu'a été le *Génie du christianisme* pour le catholicisme français du XIX^e siècle. « Nous n'oublierons jamais, écrivait un contemporain, l'abbé Henri-Raymond Casgrain, l'impression profonde que produisit sur nos jeunes imaginations d'étudiants, l'apparition de l'*Histoire du Canada* de M. Garneau. Ce livre était une révélation pour nous. »¹ On a pu parler avec raison de l'« âge de Garneau ». Son œuvre mobilisa et inspira l'enthousiaste pléiade de poètes, d'essayistes et de romanciers de l'*École de Québec* qui, vers 1860, créèrent par patriotisme les premières œuvres valables de la jeune littérature canadienne.

L'*Histoire de Garneau* fut à la fois un plaidoyer et un acte de foi. L'insuccès de la révolte de 1837-38 et sa dure répression avaient laissé toutes les classes de la population dans un profond désenchantement. Les pro-

1. *Le foyer canadien*, IV, 4.

positions du *Rapport* de Lord Durham visant à l'union des deux Canadas et à une assimilation progressive de la population française par une massive immigration britannique semblaient compromettre irrévocablement le destin de la nation canadienne-française. Pour contre-carrer l'esprit de défaitisme, Garneau entreprend de rappeler aux Canadiens français qu'ils ont un passé et que ce passé est glorieux. Du même coup, il établit la condition qui fera l'avenir aussi glorieux : ce sera de l'étayer sur les vertus mêmes dont a été tissée la trame du passé. *L'Histoire* affirme la possibilité et la nécessité de la survivance canadienne. À la naissante bourgeoisie en quête d'une pensée directrice, elle apporte le viatique d'une conscience historique. « Notre maître le passé » : ce titre d'un ouvrage d'un autre grand historien patriote, l'abbé Lionel Groulx, résume le thème central de *L'Histoire* de Garneau. C'est le thème qui dominera l'historiographie canadienne-française jusqu'à nos jours.

UN ÉCONOMISTE PATRIOTE : ÉTIENNE PARENT (1802-1874)

En contraste avec un Garneau rétrospectif et romantique, un Étienne Parent affronte résolument le présent et proclame l'évangile du progrès social. Son œuvre, avec une intensité patriotique égale à celle de Garneau, propose au vouloir-vivre canadien des plans et des moyens concrets d'action économique. C'est l'œuvre d'un journaliste, d'un polémiste, d'un essayiste dont on a dit qu'il fut une sentinelle pour le peuple canadien. Cette œuvre prit la forme d'innombrables

articles, de conférences, de discours, de « lectures » comme on disait alors. Les préoccupations de Parent épousent les aspirations des chefs politiques d'avant et d'après la révolte de 1837-1838, les objectifs de l'*Institut Canadien*, les perplexités de la bourgeoisie naissante dont il fut le plus abondant porte-parole. Pour étayer ses plans de salut collectif, il fit appel à ce qu'offraient de généreux et d'optimiste les idéologies les plus diverses. Lecteur admiratif de Rousseau, il l'était également de Condorcet. Partisan du libéralisme politique, il endosse aussi les postulats d'un nationalisme conservateur. Esprit individualiste, disciple des physiocrates, il adhère avec enthousiasme aux visées du catholicisme social. Il proclame les idées de bonheur et de progrès, reconnaissant comme d'égale importance le progrès matériel et le progrès moral.

Parent s'est instruit par lui-même des travaux de Quesnay, d'Adam Smith, de Jean-Baptiste Say, de McCulloch et il se fit le messager de la nouvelle science de l'économie politique. Dans ses conférences aux Instituts canadiens de Québec et de Montréal et devant les auditoires les plus variés, il discourt sur le travail, l'industrie, le commerce, le sort des classes ouvrières, l'éducation, le rôle du clergé. Il ne cesse d'affirmer la primauté de la science économique. C'est en apprenant les lois de l'exploitation des ressources de la nature et de l'acquisition de la richesse matérielle, c'est en créant eux-mêmes des institutions économiques dont ils seront les maîtres que les Canadiens français pourront devenir des concurrents de leurs compatriotes anglais sur un pied d'égalité. Relisons un de ses textes : « Nous avons su, disait-il, trouver des Burke et des Mirabeau, lorsqu'il nous les fallait, et maintenant qu'il

nous faut des Cobden et des Peel, nous saurons les trouver . . . Messieurs de la jeune génération . . . au prix des longs et rudes travaux de vos aînés, vous voilà entrés dans la terre promise ; ils ont fait leur tâche, à vous maintenant de faire la vôtre. Ils ont sacrifié leur temps, leur énergie, leur intelligence à cette grande conquête, à vous maintenant de la faire profiter. Ils ont dû être tribuns, soyez hommes d'état, économistes éclairés. De cette manière, vous vous présenterez sur l'arène avec l'armure convenable, et vous pourrez y lutter sans désavantage, avec des concurrents qui . . . sont pour le présent mieux préparés que nous . . . »²

Il faudra attendre plus de cinquante ans avant que les injonctions d'un Étienne Parent commencent à devenir des réalités de la vie canadienne-française.

UN GARIBALDIEN DEvenu COLONISATEUR : ARTHUR BUIES (1840-1901)

Il n'est pas outré d'inclure Arthur Buies dans le panthéon de nos pionniers intellectuels. Cet ancien soldat des armées de Garibaldi fut tour à tour journaliste, chroniqueur, propagandiste. Par la caricature, l'invective ou l'exaltation lyrique, il fut la voix qui protesta avec impatience contre des formes d'immobilisme, de formalisme et de pharisaïsme qu'il jugeait déjà trop manifestes et trop funestes dans son milieu. Il fut un des animateurs les plus bouillonnants de l'Institut Canadien où il professa un cours d'économie politique. Retenons de son œuvre les écrits du géographe amateur,

2. « Importance de l'étude de l'économie politique », *Lecture prononcée par E. Parent, Ecr., devant l'Institut Canadien, jeudi, 19 novembre, 1845.* Montréal, Imp. de la Revue Canadienne, 1846, 7, 20.

d'un géographe improvisé, d'un géographe en service commandé. À titre d'agent de colonisation et de publiciste du gouvernement québécois, il parcourt toutes les régions du Québec pour en décrire le pittoresque et les ressources. Comme le curé-colonisateur Labelle dont il fut l'ami et le collaborateur, Buies eut l'ambition d'enrayer l'émigration qui, entre 1840 et 1866, avait drainé la campagne de quelque deux cent mille personnes. Son but était de « faire aimer et de faire admirer » son pays. Ce faisant, non seulement il revivifia la littérature canadienne en s'inspirant directement de la nature, mais il attira la curiosité sur les réalités physiques d'un pays mal connu, sur les espaces mal explorés et encore inexploités vers lesquels devaient se diriger, croyait-il, les masses rurales victimes d'une économie stagnante. Son œuvre, si impressionniste soit-elle, est annonciatrice des investigations géographiques systématiques de l'avenir.

UN ÉRUDIT EXILÉ :
EDMOND DE NEVERS (1862-1906)

Nous avons décrit l'intellectuel canadien du XIX^e siècle comme un isolé. Nous pourrions ajouter que dans plusieurs cas cet isolement fut celui de l'exil, — un exil délibéré ou involontaire, temporaire ou définitif. L'exil volontaire et quasi définitif fut le destin d'un Edmond de Nevers (pseudonyme d'Edmond Boisvert) dont on vient de redécouvrir l'œuvre et qui fut méconnu de la plupart de ses contemporains.

L'aventure intellectuelle d'Edmond de Nevers est sans équivalent dans le XIX^e siècle canadien. Il fut le



EDMOND DE NEVERS

seul à s'engager, d'ailleurs avec voracité, dans l'étude systématique des sciences sociales. D'après ce que l'on peut établir de son séjour à Berlin, il voulut les connaître toutes et maîtriser ce que les plus évoluées d'entre elles avaient à offrir. Il fut l'élève assidu de l'historien Mommsen et il suivit des cours en ethnologie, en économie politique, en philologie et en sociologie. Riche de toutes ces disciplines, il les appliqua à des réflexions sur le destin de l'ensemble de l'Amérique et de son propre pays. Deux ouvrages le firent connaître en Europe : *L'Avenir du peuple canadien-français*, publié en 1896, et *L'Âme américaine*, en 1900, dont Brunetière a écrit, lors de la parution de ce livre, qu'il était « l'un des plus intéressants que l'on ait publiés depuis longtemps sur l'Amérique ».

L'Avenir du peuple canadien-français est d'une perspective et d'un style de pensée inédits. Pour la première fois, un observateur canadien aborde, avec recul et objectivité, l'analyse de l'ensemble de la société canadienne-française contemporaine. De Nevers définit les traits des colons fondateurs de la Nouvelle-France ; il décrit les structures de la vie agricole et les causes de l'émigration rurale ; il propose le plan d'un système d'enseignement qui, à tous ses niveaux, serait le tremplin d'un dynamisme nouveau pour toutes les classes de la société ; il énumère les institutions culturelles et politiques dont doit se doter le gouvernement. De Nevers tente surtout d'élucider les termes de l'alternative qui se posait au Canada, particulièrement au Canada français, au tournant du siècle : ou bien renforcer la Confédération canadienne, ou bien s'allier à la puissante république américaine. Il ne propose catégoriquement aucune option : son objectif a été de

diagnostiquer une situation et d'énoncer les conditions qui devaient favoriser un sursaut de la collectivité canadienne.

LE PREMIER SOCIOLOGUE :
LÉON GÉRIN (1863-1951)

Petit-fils d'Étienne Parent, fils de l'auteur de *Jean Rivard*, condisciple, à Nicolet, d'Edmond de Nevers, Gérin nous introduit à la pratique d'une sociologie authentique. Ayant découvert au hasard d'un bref séjour d'étude à Paris, en 1885-1886, l'« École de la science sociale » par l'enseignement de l'abbé Henri de Tourville et d'Edmond Demolins, il devint leur disciple et l'admirateur des travaux de LePlay. Durant le reste de sa vie silencieuse de fonctionnaire, il appliquera avec ferveur les méthodes de l'École à l'observation de la société canadienne-française. Il reconstitue l'histoire de la colonisation de la Nouvelle-France ; il décrit et analyse minutieusement la structure et les fonctions de familles typiques de la campagne québécoise ; il recherche les causes de l'analphabétisme et du manque d'initiative chez les ruraux ; par de nombreux écrits, il se fait l'apôtre de la « science sociale » telle qu'il l'a connue à Paris et qu'il voudrait voir se diffuser au Canada comme un instrument de connaissance obligatoirement préliminaire à toute tentative de réforme des institutions locales, des groupements professionnels, de l'ensemble de la société. Gérin fut l'âme dirigeante d'un cercle de science sociale qu'avait fondé à Ottawa, en 1905, son ami Errol Bouchette avec l'appui de quelques fonctionnaires. Les principales monographies rurales et historique de Gérin,



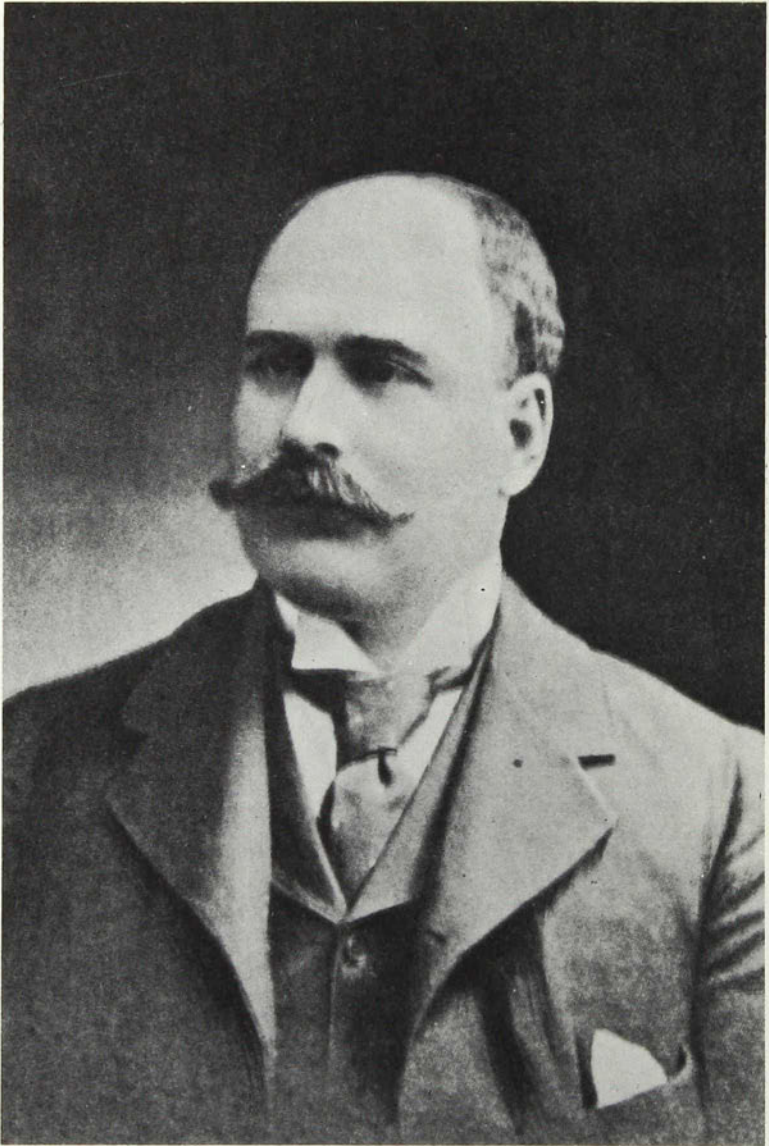
LÉON GÉRIN

depuis qu'elles ont été rééditées il y a une vingtaine d'années, sont maintenant connues et évaluées à leur mérite. Un très grand nombre de ses essais originellement publiés dans la revue *La Science sociale* ou dans les *Mémoires de la Société royale du Canada* demeurent d'accès difficile. Les unes et les autres échappèrent totalement à l'attention de ses compatriotes.

UN PLANIFICATEUR AVANT L'HEURE : ERROL BOUCHETTE (1863-1912)

Ce fut à peu près aussi le sort de l'œuvre du contemporain et ami de Gérin, Errol Bouchette. Depuis le mot d'ordre « emparons-nous du sol ! » lancé par le fondateur de la société patriotique Saint-Jean-Baptiste, Ludger Duvernay, en 1834, un important courant de pensée a privilégié la vie rurale et une mission essentiellement agricole du peuple canadien-français. L'œuvre sociologique d'un Gérin n'est pas soustraite, nous l'avons vu, à cette influence. Bouchette, au contraire, voit le salut collectif dans une orientation industrielle. Il lance un mot d'ordre opposé : « emparons-nous de l'industrie ! »

Bouchette, comme Edmond de Nevers, se préoccupe du destin de l'ensemble du Canada, particulièrement de l'avenir des relations entre les deux grands groupes qui le composent, les Anglais et les Français. S'il doit, un jour, exister une harmonie entre les deux, celle-ci dépendra de la condition économique de chacune. « On ne l'obtiendra jamais en méconnaissant les aspirations légitimes et en étouffant la vitalité d'une partie de la



ERROL BOUCHETTE

population ».³ Bouchette reprend la thèse d'Étienne Parent en lui donnant une vigueur et une précision nouvelles. Les Canadiens français doivent entrer dans le grand mouvement de l'expansion industrielle, ils doivent viser à l'indépendance économique. À cette fin, il faut au plus tôt créer un système d'écoles techniques et industrielles, investir des capitaux dans l'exploitation des ressources naturelles. Cet effort est la continuation de l'effort politique du passé. « Nous n'accomplirons nos destinées qu'à la condition d'être de toutes manières les forts de notre siècle. Nous n'y arriverons jamais en nous traînant à la remorque de nos compatriotes de langue anglaise ; mais par un effort qui nous placera à la tête du progrès économique du continent ; par la résolution inébranlable de mettre en honneur et en pratique parmi les nôtres cette science « qui constate (et qui applique) les lois déterminant l'activité et l'efficacité des efforts humains pour la production et la jouissance des différents biens que la nature n'accorde pas spontanément et gratuitement à l'homme. Faisons cela ; le reste nous sera accordé par surcroît ».⁴ La science économique est l'instrument nécessaire du salut national. C'est dans cette perspective que l'on décidera bientôt de la connaître et de commencer à la pratiquer.

3. ERROL BOUCHETTE, *L'indépendance économique du Canada français*, Arthabaska, La Cie d'Imprimerie d'Arthabaskaville, Imprimeur, 1906, 19.

4. *Ibid.*, 326-327.

II. Un XX^e siècle lent à démarrer

Les grandes voix que nous venons d'identifier furent des voix dans le désert. Sauf deux exceptions, celles de Garneau et de Bouchette, elles n'eurent pas d'écho continu. On se prend à déplorer qu'elles ne se soient pas fait entendre dans des chaires universitaires. Mais l'université n'était pas prête à les reconnaître, encore moins à les utiliser.

Depuis 1852 il existait une université, l'Université Laval de Québec. Montréal qui eut des écoles indépendantes de médecine (1840) et de droit (1851) aura un enseignement plus complet en 1876 lorsqu'on lui accordera une succursale de l'Université Laval, et obtiendra finalement son université autonome, après les débats que l'on sait, en 1920. L'enseignement universitaire, pendant près de trois-quarts de siècle demeurera, tant à Laval qu'à Montréal, un enseignement pratique. Il achemine exclusivement vers les trois carrières dans lesquelles s'incarnait l'idéal professionnel : le sacerdoce, la médecine, le droit. Cet enseignement est empirique, conservateur, traditionaliste. Il correspond à la conception que la société se fait de ses élites et du type de formation dont celles-ci se satisfont. André Siegfried dira de cet enseignement, en 1905 : « . . . L'Université,

loin d'être comme dans certains pays un milieu où s'agitent les idées nouvelles, où se préparent les évolutions du lendemain, devient au contraire un instrument efficace de conservation. L'impression de poésie ancienne que laisse Laval lui donne un charme profond aux yeux du visiteur français. Mais toute émotion et toute sentimentalité mises à part, il faut constater que dans la jeune Amérique, le progrès est ailleurs : grave problème pour l'Église et pour l'avenir de la race canadienne ! . . . Laisse à lui-même, le haut enseignement canadien-français tend à rester ce qu'il est, ses principes dirigeants ne le poussent pas à l'évolution ; il faut l'énergie de chefs exceptionnels pour introduire des réformes organiques et profondes. »⁵

Les principes et l'orientation de cet enseignement trouvent leur complète expression dans l'œuvre d'un M^{gr} Louis-Adolphe Pâquet : une œuvre théologico-juridique, dogmatique, apologétique. La pierre d'angle du système d'enseignement canadien n'est pas l'université mais le collège classique. Axé sur les humanités gréco-latines et sur la philosophie scolastique, l'enseignement secondaire vise à la culture générale et ambitionne éminemment de former des clercs. Manié par des maîtres inventifs comme ceux des débuts, il a pu être un lieu d'éveil intellectuel. Laisse à ses tendances propres, il brime la spontanéité, il retient l'initiative, il récuse la curiosité des choses, des idées et des hommes. Il devint le lieu par où se propagèrent dans l'élite bourgeoise et professionnelle la rhétorique du combat politique.

5. André SIEGFRIED, *Le Canada, les deux races*, Paris, Librairie Armand Colin, deuxième édition, 1907, 123, 124.

Le xx^e siècle intellectuel au Canada français a débuté avec quelque vingt-cinq ans de retard. Ces vingt-cinq années n'ont été que la continuation du siècle précédent et elles ont été massivement politisées. Toutes les énergies spirituelles et toutes les ressources intellectuelles ont été mobilisées pour l'action politique. Cette période, scandée par la participation canadienne à deux guerres, celle du Transvaal et celle de 1914-1918, est dominée par deux dieux politiques : Sir Wilfrid Laurier et Henri Bourassa. Elle est aussi la période au cours de laquelle se cristallisent deux grandes formes de la pensée nationaliste canadienne-française : celle d'Henri Bourassa et celle de l'abbé Lionel Groulx. Les Canadiens français, depuis la Confédération de 1867, concentrent leur intérêt politique sur la scène fédérale où leurs représentants jouent avec ardeur un rôle minoritaire. Leurs relations avec les Canadiens anglais sont tendues et facilement exacerbées. Ils s'opposent de toutes leurs forces à l'impérialisme britannique. En conséquence, ils sont hostiles aux Canadiens anglophones qui approuvent ou tolèrent l'impérialisme. Cette tension se double, au plan provincial, du malaise qu'engendre, chez les Canadiens français, la supériorité et la domination anglo-saxonnes dans la vie économique. Les industries qui commencent à s'établir dans le Québec sont d'initiative étrangère, américaine ou britannique. À l'idéologie nationaliste qui réprouve cette seconde forme de domination continue à se mêler paradoxalement une mystique messianique qu'un M^{gr} Pâquet a orchestrée par son autoritaire éloquence : le peuple canadien-français a en Amérique, d'après les desseins de la Providence, une vocation d'ordre spirituel et missionnaire ; la fidélité à cette mission est fonction d'une fidélité aux

traditionnelles vertus associées à la vie rurale. Durant ce temps cependant les populations rurales qui n'émigrent pas vers les États-Unis sont absorbées par les industries nouvelles et les fédérations syndicales américaines ont commencé à les encadrer.

Comme antidotes à ces envahissements « internationaux » et neutres, on fonde les premiers syndicats ouvriers canadiens-français et catholiques. Sous l'inspiration ou la direction de l'Église, naissent de nombreux mouvements sociaux à objectifs patriotiques, moraux ou semi-politiques. Une *Société d'Économie sociale et politique*, fondée à Québec en 1905, entraîne la fondation du journal *l'Action sociale catholique*. *L'Association canadienne de la jeunesse catholique* est instituée en 1904 par les jésuites. *L'École sociale populaire*, fondée en 1911 aussi par les jésuites, aura pour fins de diffuser auprès des classes moyennes l'interprétation catholique des problèmes sociaux par des conférences, des journées d'étude et des publications populaires. Ce sont les jésuites encore qui, dans le même but, lanceront les *Semaines sociales du Canada* inspirées par le modèle des Semaines sociales de France. Que sont devenues les injonctions d'Errol Bouchette ?

Elles ne demeureront pas, malgré tout, sans lendemain. Elles trouvèrent un commencement de réalisation dans un homme et dans une institution. L'homme fut Édouard Montpetit. L'institution fut l'École des Hautes Études commerciales. Cette École, dont la création avait été proposée dès 1902 par un M. J.-X. Perrault, fut établie par le gouvernement québécois en 1907. Son objectif, conforme à l'un des vœux de Bouchette, était de « former des hommes capables d'ac-

céder à la direction des affaires » et de devenir les artisans d'une restauration économique. L'homme d'affaires canadien-français s'est satisfait d'entreprises de type artisanal et familial. Il s'est tenu à l'écart du capitalisme moderne. Il n'a guère eu l'audace de la grande entreprise ni de la société anonyme. Il ne connaît ni les rouages ni les processus de la vie commerciale ou industrielle. Sa pensée économique demeure romantique ou doctrinale. On en trouve la formule dans un *Traité classique d'Économie politique selon la doctrine de Léon XIII avec application au Canada*, publié en 1892 par un abbé F.-A. Baillargé sous forme de catéchisme. La nouvelle École ambitionnera de faire connaître l'économie scientifique et technique. Elle contribuera ainsi à pratiquer une brèche dans la structure trinitaire des professions libérales. Elle permettra à de nouvelles générations de Canadiens français de conquérir au moins une part de fief dans les entreprises commerciales et financières.

Le principal artisan de cette innovation fut Édouard Montpetit, le premier économiste officiellement reconnu dans l'enseignement supérieur. Il commença en 1910, à l'École des Hautes Études commerciales, un enseignement de la science économique qu'il poursuivra durant trente-cinq ans et qu'il dispensera aussi à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Il a raconté ce que furent les gênes et les difficultés de ses commencements dans cette carrière. Elles nous imposent l'image d'un défricheur et d'un pionnier. « Je n'avais guère, a-t-il écrit, de traditions où m'appuyer, car les précurseurs étaient clairsemés . . . Comment retrouver les articles d'Étienne Parent . . . ?



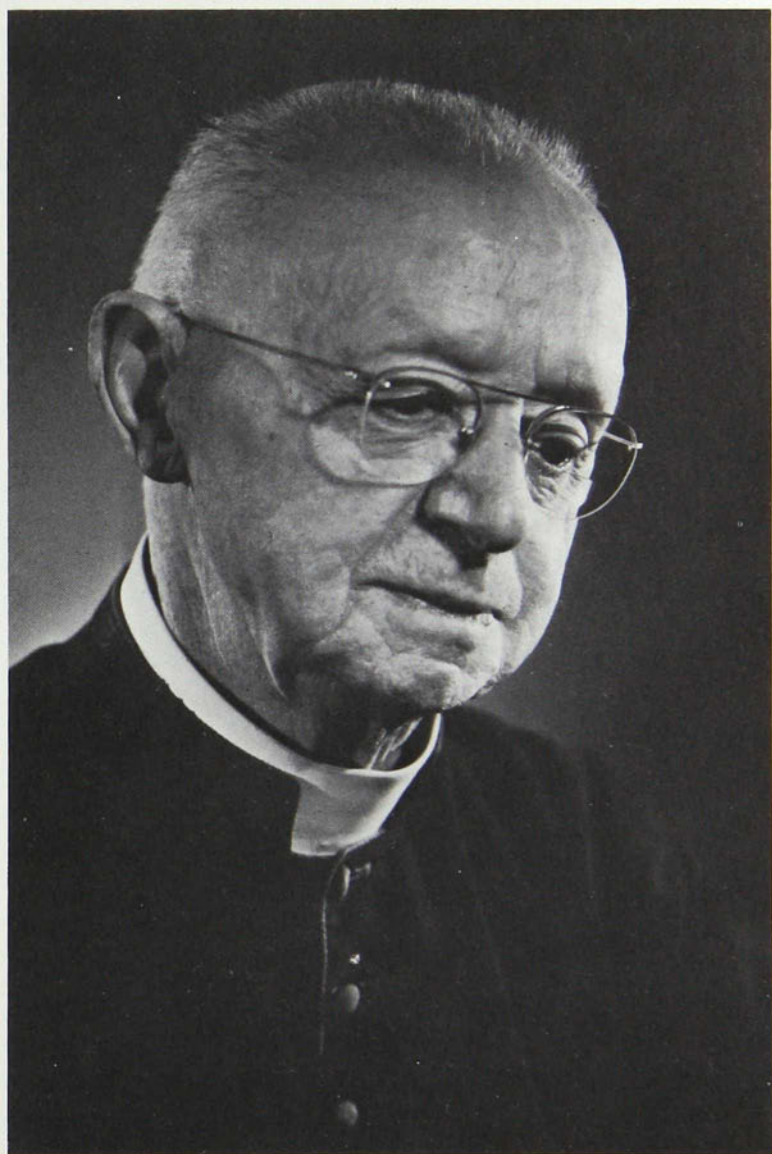
ÉDOUARD MONTPETIT

Les travaux de Gérin étaient ensevelis dans une revue européenne, la *Science sociale* . . . Il restait à adapter au Canada français les leçons recueillies en France et à en tirer une discipline. »⁶ Il a aussi raconté les oppositions que provoqua très tôt dans plusieurs milieux l'enseignement de la science « de la richesse » : « Ce fut un beau tapage sur la Colline inspirée. S'enrichir, quelle dangereuse doctrine ! N'avions-nous pas contre l'opulence des autres, dressé depuis toujours l'intelligence ? Contre l'enseignement pratique, les disciplines estimables du classicisme ? Et contre le matérialisme, la pauvreté, vengeresse d'un idéalisme miteux ? »⁷

Édouard Montpetit est l'héritier intellectuel direct d'Étienne Parent et de Bouchette. Il le fut avec conviction, avec brio, avec la souveraine élégance de l'homme de lettres qu'il aurait pu et qu'il aurait même voulu être. Sa curiosité fut éclectique, esthétique autant qu'économique, littéraire plus que théoricienne. Son zèle d'économiste fut commandé par un zèle de patriote. L'histoire de notre peuple se divise en trois étapes correspondant à trois types de luttes : la lutte sur les champs de bataille ; la lutte politique ; la lutte économique, celle du présent. « Aujourd'hui, le terrain où se continue notre effort a changé d'aspect. La lutte est devenue pratique, intéressée ; elle est plus terre à terre, mais non moins périlleuse . . . Elle a quitté le domaine du droit et des libertés nécessaires pour descendre sur celui, beaucoup plus aride, des affaires : elle est devenue

6. Édouard MONTPETIT, « Les Canadiens français et l'économique », *Mémoires et Comptes rendus de la Société royale du Canada*, troisième série, tome XXXIII, section, 1938, 55, 56.

7. *Ibid.*, 58.



LE CHANOINE LIONEL GROULX

économique ».⁸ Bouchette avait dit : « Il reste donc acquis que, si nous voulons accomplir nos destinées, il nous faut chercher, pour les appliquer à notre pays, les meilleurs solutions industrielles et sociales ».⁹ Montpetit ajoute : « C'est là ce qui formera le noyau de notre politique prochaine et qu'il faudra bien que nous formulions un jour, puisque déjà nous en sentons obscurément la pressante nécessité . . . Cette doctrine sera conforme à nos origines, respectueuse de notre lignée française ; elle prendra son point d'appui et ses attaches dans nos traditions nationales, sources de notre vie comme peuple et seule raison d'être de nos résistances ».¹⁰ Les titres de ses principaux ouvrages révèlent à eux seuls ses motivations profondes : *Pour une doctrine, La conquête économique*. Il faut « penser nationalement » les données d'une politique économique « positive et constructive ».

« Penser nationalement . . . » Cet impératif conditionne tous les plans d'action des Canadiens français depuis des générations. Il acquerra une force plus grande encore dans l'esprit de la génération qui vient grâce à l'abbé Groulx. L'œuvre historique de Groulx a un dessein fondamentalement identique à celui de Garneau : annoncer le fait français en Amérique. Œuvre de chercheur, elle est autant une œuvre de ferveur, d'apostolat patriotique, à certains moments d'appel au combat. Elle veut convaincre les Canadiens français de la grandeur de l'épopée française sur notre continent ;

8. Édouard MONTPETIT, « Introduction à l'étude de l'Économie politique », *Mémoires et Comptes rendus de la Société royale du Canada*, troisième série, tome X, section I, 1916, 407.

9. EROL BOUCHETTE, *op. cit.*, 21.

10. Édouard MONTPETIT, « Introduction à l'étude de l'Économie politique », *op. cit.*, 407.

évoquer avec lyrisme les hauts faits des colonisateurs, des missionnaires et des guerriers ; inventorier tout ce qu'eut de néfaste la conquête britannique et de pernicieux la domination toujours visible des conquérants ; dégager de ce destin la vision de la lutte à poursuivre en vue d'une indépendance aussi grande que possible dans toutes les sphères : politique d'abord, sociale, économique et intellectuelle. La pensée claironnante de Groulx, tendue entre un paradis perdu et un avenir onirique, a fait flamboyer d'innombrables énergies dans les directions les plus variées, quelquefois les plus opposées. Elle a aussi contribué à masquer les réalités sociales contemporaines. Les sciences sociales canadiennes-françaises, pour être authentiques, devront dépasser cette rhétorique.

III. Les débuts institutionnels

Justement, l'un des phénomènes les plus révélateurs de la période qui débute avec les années 1920 est celui d'un décalage entre la rhétorique ou la casuistique officielles par lesquelles on va continuer de définir la mission, les objectifs politiques ou les obligations sociales des Canadiens français et les situations qu'affrontent les individus et les groupes dans leur existence concrète.

Rappelons quelques événements marquants de cette période. À la suite de la première grande guerre, les Canadiens français ont perdu intérêt et confiance dans le gouvernement fédéral et concentreront dorénavant leur espoir dans leur gouvernement québécois. Celui-ci, par contre, continue d'appliquer une politique empirique de concessions et de privilèges qui consolide l'exploitation industrielle capitaliste en des mains étrangères. Lorsqu'un Victor Barbeau, en 1936, prend la « mesure de notre taille », on se voit plus loin que jamais des rêves d'un Bouchette et d'un Montpetit. Une centrale syndicale française et catholique, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, fondée en 1920, entretient chez l'ouvrier canadien-français une philosophie d'acceptation des conditions de travail et des conditions de vie. On constatera l'am-

pleur de l'urbanisation et la fragilité de la politique économique au moment de la crise des années 1930 alors qu'on se trouvera devant des masses urbaines en chômage sans chefs réels et sans objectifs immédiats, qui n'attendent désespérément leur salut que d'une aide gouvernementale et à qui on proposera le subterfuge d'un « retour à la terre » dans des conditions à peine différentes de celles du XVIII^e ou du XIX^e siècle. La seconde guerre mondiale intensifiera la production industrielle tout en entraînant une nouvelle crise politique. Le rapport d'une commission fédérale d'enquête, la Commission Rowell-Sirois, chargée de reconsidérer la répartition des pouvoirs constitutionnels du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux en matière fiscale, proposera une consolidation de l'autorité et des prérogatives fédérales et provoquera un durcissement de l'attitude autonomiste du gouvernement provincial québécois. Un autonomisme absolu et abstrait deviendra le nouveau credo politique d'une population qui, par ailleurs, se sent plus que jamais économiquement dépossédée dans sa propre maison.

Durant ce temps, tous ceux, clercs et laïques, que préoccupent professionnellement les problèmes sociaux, poursuivent leur réflexion dans la double perspective d'une pensée sociale de l'Église rigidement définie et d'une idéologie nationaliste unitaire. On retrouve l'expression de leurs efforts dans les discussions annuelles des *Semaines sociales*. On la retrouvera, vivifiée par un sursaut de rajeunissement, dans un « Programme de restauration sociale » formulé en 1938 par un groupe de ces apôtres sociaux. La pensée sociale et politique canadienne-française se débat et s'exaspère, à trois

niveaux, entre des pôles antithétiques : le maintien des valeurs rurales et les exigences de la vie urbaine et industrielle ; la participation à la vie fédérale et l'autonomisme provincial ; les servitudes de la fidélité littérale à une morale abstraite et les exigences de l'efficacité technique dans les réformes sociales et économiques.

Ces dilemmes posaient un défi impérieux. Leur réponse exigeait que l'on se dégageât d'une idéologie redevenue monolithique. Elle exigeait une réflexion de caractère réaliste. Il fallait que l'on commençât à voir le Canada français non plus comme une entité à sauver mais comme une réalité à connaître. Il fallait, pour reprendre une expression de Léon Gérin, un effort méthodique de déchiffrement de notre complication sociale. Ou encore, comme il l'avait écrit de Paris au moment où, en 1886, il découvrait la science sociale et l'œuvre de LePlay : « plus de « théories » — du positif ! du positif ! . . . » Il fallait une prise de conscience et un acte de connaissance du réel concret. Cette prise de conscience et cet acte de connaissance furent la tâche des sciences sociales. Leur avènement avait été pressenti, désiré, jalonné. Il était devenu urgent. Il réalisa de façon institutionnelle, systématique, continue, ce que les grands précurseurs avaient accompli de façon individuelle, spontanée, sporadique. Cet avènement fut cependant graduel. Il se produisit de façon multiforme. Il fut la résultante de facteurs à la fois externes et internes au milieu.

Les progrès des sciences sociales en Europe et en Amérique, associés à des noms prestigieux, s'étaient depuis longtemps imposés à l'attention universelle : la géographie humaine avec Vidal de la Blache et Jean



MARIUS BARBEAU

Brunhes, en France ; la sociologie avec Durkheim et l'école française, avec Thomas et Park aux États-Unis ; la science économique avec Gide et Simiand en France, Keynes en Angleterre ; la psychologie avec Freud et l'École autrichienne, avec le behaviourisme aux États-Unis ; l'anthropologie avec Frazier et Malinowki en Angleterre, Marcel Mauss en France, Radcliffe-Brown aux États-Unis. Cette évolution qui avait déjà gagné le milieu anglophone ambiant devenait pour nous un reproche et un aiguillon. C'étaient des observateurs étrangers qui nous avaient offert, pour notre étonnement et notre gêne, les plus récents tableaux de nous-mêmes : un André Siegfried (*Le Canada, les deux races*, 1905 ; *Le Canada, puissance internationale*, 1938) ; un Vattier (*Essai sur la mentalité canadienne-française*, 1928) ; un Raoul Blanchard (*L'Est du Canada français*, 1935) ; un Miner (*Saint-Denis, a French Canadian parish*, 1936) ; bientôt un Everett-C. Hughes (*French Canada in transition*, 1944).

Quelques nouveaux chercheurs canadiens isolés, il est vrai, avaient silencieusement poursuivi des travaux originaux. Un Émile Miller avait publié les premiers ouvrages scientifiques français de géographie canadienne et québécoise. Un Marius Barbeau, attaché depuis 1910 au Musée national du Canada, s'était adonné à d'innombrables enquêtes ethnographiques auprès de groupes indiens du Canada, les Hurons, les Iroquois, les tribus de la côte du Pacifique. Ses écrits sur la langue, les coutumes, les mythes et les arts de ces Indiens composaient des volumes entiers des Rapports annuels du musée. Très tôt, il avait dirigé ses curiosités sur la campagne québécoise. Impressionné par la richesse du

répertoire traditionnel de légendes, de contes, de chansons, il s'en était fait le collectionneur inlassable, répertoriant toutes les formes de l'artisanat populaire, accumulant de vastes collections de documents oraux, publiant sans relâche dans les revues canadiennes, américaines et européennes.

L'université canadienne-française, durant ce temps, avait timidement ouvert ses portes à certains enseignements nouveaux. À l'Université Laval, Thomas Chapais a occupé une chaire d'histoire du Canada dès 1907. L'abbé Groulx a enseigné l'histoire à Montréal à partir de 1915. Dès 1912, l'École des Hautes Études commerciales a offert un enseignement de géographie économique. D'autre part, à l'extérieur de l'université, des sociétés d'amateurs scientifiques ou des publications bénévoles en géographie, en histoire, avaient contribué, si peu soit-il, à intensifier la curiosité ou l'intérêt pour la recherche. Aussi bien des instituts d'orientation pédagogique ont été les antécédents immédiats d'un enseignement universitaire de la psychologie.

LES NOUVELLES INSTITUTIONS

C'est durant les années 1920-1930 que les universités de Montréal et de Québec commenceront à offrir un enseignement vraiment supérieur et qu'elles cesseront d'être des « instruments de conservation » pour devenir des milieux « où s'agitent des idées nouvelles ». Les premières innovations se manifesteront par la création des facultés de lettres et de philosophie. L'éclatement deviendra plus spectaculaire avec les

facultés de sciences de la nature. On s'engagera dans un crescendo définitif avec les instituts et les facultés de sciences sociales.¹¹ Pour comprendre comment plusieurs de ces créations ont été possibles, il faudrait évoquer le climat intellectuel des années 1930. Il faudrait décrire l'atmosphère de discussion, les débuts d'une aération nouvelle de la pensée et d'un décrochage idéologique qui ont été, encore une fois, l'œuvre de journalistes et de polémistes comme un Olivar Asselin à *L'Ordre* ou un Albert Pelletier à la revue *Les Idées*. Ce sont eux aussi qui, les premiers, épaulèrent les efforts des apôtres décisifs de l'accession des universités à la vie proprement scientifique que furent un Léo Parizeau, un Marie-Victorin, un Adrien Pouliot.

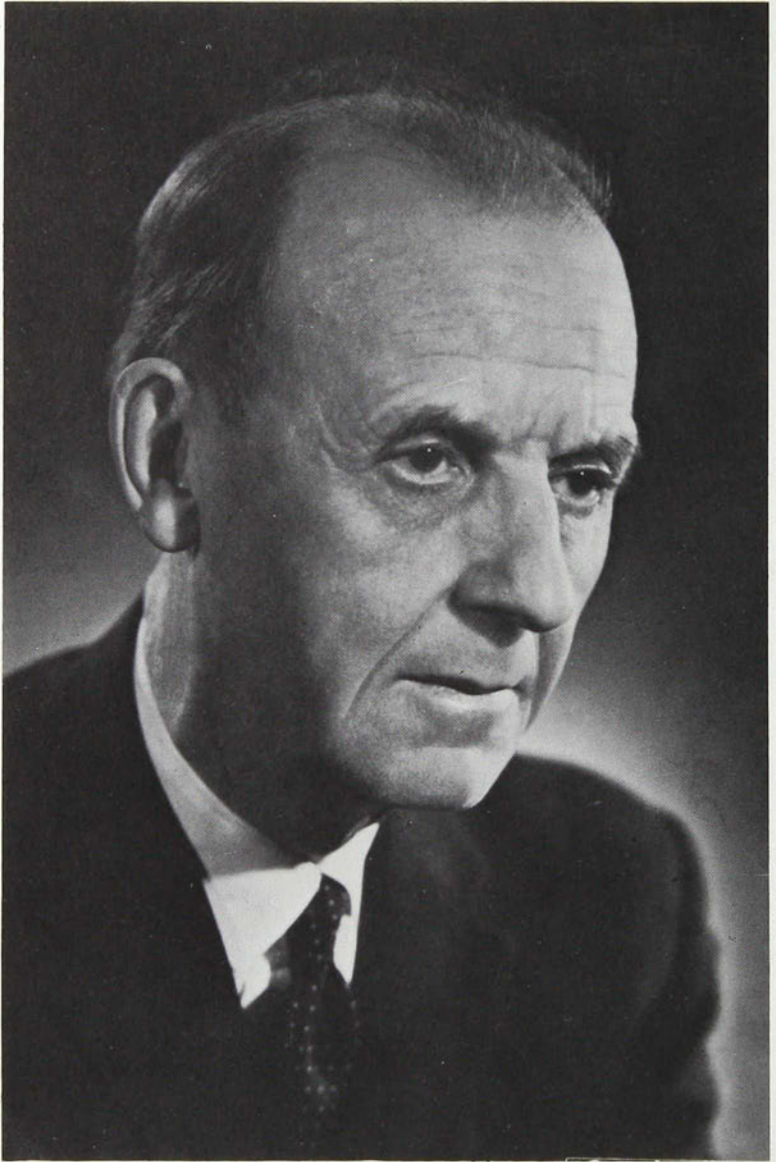
La genèse des établissements de sciences sociales n'a pas été uniforme. Dans certains cas, du vin nouveau a été versé dans de vieilles outres. À Laval, dès 1932, il a existé une École des sciences sociales du soir, dont les professeurs donnaient un enseignement assez semblable à celui des Semaines sociales et destiné à vulgariser les encycliques sociales. Un groupe d'ecclésiastiques, insatisfaits de ce type d'institution, esquissèrent le plan d'une nouvelle école qui serait plus ouverte à la réalité contemporaine. Le chancelier de l'Université Laval, le cardinal Villeneuve en décida la création en 1938 et invita un jeune dominicain qui donnait déjà, à

11. Notons ici l'ordre chronologique selon lequel ont été créés les principaux établissements dont nous parlons : 1. l'École des sciences sociales, économiques et politiques, fondée à l'Université de Montréal en 1920, devenue Faculté en 1942 ; 2. l'École des sciences sociales de l'Université Laval, fondée en 1938, devenue Faculté en 1943 ; 3. l'Institut de psychologie de l'Université de Montréal, fondé en 1942 ; 4. les Archives de folklore de l'Université Laval, fondées en 1944 ; 5. l'Institut d'histoire et de géographie de l'Université Laval, fondé en 1946 ; scindé en deux Instituts distincts en 1955 ; 6. l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal, fondé en 1947 ; 7. l'Institut de géographie de l'Université de Montréal, fondé en 1947.

temps partiel, un enseignement de philosophie économique à Laval, le R. P. Georges-H. Lévesque, o. p., à en être le directeur-fondateur.

En d'autres cas, c'est la venue et l'enseignement à l'université d'un professeur étranger de renom qui a déterminé ou stimulé des fondations nouvelles. On ne peut méconnaître le rôle déterminant qu'ont joué, à l'Université Laval, un professeur Deffontaines dans la création de l'Institut de géographie ou un professeur Latreille dans l'orientation de l'enseignement à l'Institut d'histoire. Marius Barbeau n'était pas étranger par la naissance mais il l'était géographiquement et professionnellement. C'est le prestige de son œuvre et l'intérêt soulevé par ses conférences répétées à l'Université Laval qui déterminèrent la création d'une chaire d'enseignement et des Archives de folklore confiées à son disciple, Luc Lacourcière, en 1944. D'autres institutions enfin sont nées, en quelque sorte, toutes armées, telles Athènè sortant du front de Zeus. Ce fut le cas de l'Institut d'histoire fondé par l'abbé Groulx et Guy Frégault, et de l'Institut de psychologie, créé par le P. Noël Mailloux, o. p., à l'Université de Montréal.

Les facultés de sciences sociales de Montréal et de Québec connurent des évolutions fort différentes l'une de l'autre. Celle de Montréal se constitua en plusieurs étapes et fut l'œuvre de deux hommes : Édouard Montpetit qui la créa en 1920 comme une école de préparation au journalisme, aux carrières administratives et à la diplomatie, et l'éleva au rang de faculté en 1942 ; M. Esdras Minville, qui lui succéda comme doyen en 1950 et qui la réorganisa complètement. À Laval, « L'École du Père Lévesque » offrit dès son apparition



ESDRAS MINVILLE

en 1938 un programme délibérément conçu en vue d'une « formation sociale générale » et qui devait se prêter très tôt à une diversification d'enseignements spécialisés en sociologie et en science économique.¹²

À l'origine de plusieurs institutions, nous retrouvons un ou deux hommes d'audace qui surent leur communiquer l'élan de leur enthousiasme et les marquer de l'originalité de leur vision. Les modèles dont s'inspirèrent ces architectes furent des modèles soit français, soit américains, soit des deux types combinés. Édouard Montpetit a rapporté qu'au moment où il formait le projet d'une école des sciences sociales à Montréal, trois idéaux lui étaient venus à l'esprit : la *London School of Economics*, la *Graduate School of Business Administration* de Harvard, l'*École des Sciences politiques* de Paris.¹³

12. Le rôle important de chacune de ces facultés nous justifie de détailler quelques événements de leur histoire respective :

a) À Montréal, l'enseignement de l'École des sciences sociales, économiques et politiques a été, pour l'ensemble de l'école, un enseignement du soir de 1920 à 1950. Le programme de cours, durant les dix premières années a été de deux ans et, à compter de 1930, de trois ans. L'École devint Faculté en 1942 sans changer son programme. En 1945, on crée une section de relations industrielles qui donne un enseignement de jour. En 1948, on ajoute une section de service social. En 1950, la Faculté commence à donner des cours de jour. C'est en 1955 et en 1958 que la Faculté se structure définitivement en créant des départements nouveaux : sociologie, anthropologie, science économique, science politique ; en transformant le département de relations industrielles en un « centre » de relations industrielles et en élevant la section de service social au rang d'École. En 1961 enfin on a créé un département de criminologie.

b) L'École des sciences sociales, économiques et politiques de Laval, à sa fondation en 1938, est affiliée à la Faculté de philosophie, et elle donne immédiatement un enseignement de jour échelonné sur trois ans. En 1943, étayée par une équipe de professeurs de carrière, l'École devient Faculté indépendante ; on crée des départements : sociologie, économique, relations industrielles, une École de Service social et un Centre de recherches. En 1944, on ajoute un service d'éducation des adultes qui portera plus tard l'appellation de Centre de culture populaire. Un quatrième département, de science politique, est créé en 1954 et, en 1961 le département de sociologie ajoute une section à son enseignement et devient un département de sociologie et d'anthropologie.

13. Édouard MONTPETIT, « L'enseignement supérieur est-il américanisé ? », *Revue trimestrielle canadienne*, vol XXVI, septembre 1940, 242.

Mais de tels modèles étaient « inatteignables ». L'école qu'il fonda s'inspira effectivement « des écoles similaires organisées par les universités catholiques de France ». Le P. Lévesque emprunta aussi plusieurs éléments de son école initiale aux facultés catholiques françaises, particulièrement à celle de Lille où il avait étudié. Il y ajouta, par la suite, des initiatives d'inspiration américaine. L'Institut de psychologie de Montréal a ambitionné très tôt de s'approprier ce qu'offrait de plus fécond les meilleures institutions similaires de notre continent. Ainsi en a-t-il été des Instituts de géographie et d'histoire de Laval et de Montréal, avec, dans tous les cas, une très visible primauté accordée aux modèles de l'Université française.

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Les modèles établis, leur réalisation fut une œuvre de patience. Il a fallu en général dix ou quinze ans pour structurer ces institutions et en assurer la vitalité. Au début, le fondateur a dû assumer seul, avec la collaboration de quelques collègues, toutes les tâches de l'enseignement, de la direction et de la planification. Parmi les premiers diplômés, quelques-uns sont allés poursuivre des études à l'étranger pour revenir, comme professeurs, élargir l'équipe originelle. Ils ont formé, à leur tour, des élèves dont certains ont répété leur expérience et sont devenus par la suite leurs collègues. Les économistes sont allés à Harvard, à Paris, à Louvain ou à Londres ; les sociologues à Chicago, à Louvain, à Paris, à Zurich, à Cornell ou à Columbia ; les géographes à Grenoble ou à Yale ; les psychologues à Colum-

bia, à Paris où à Genève ; les historiens à Chicago, à Lyon, à Paris, etc. L'éventail de la première génération de professeurs de carrière dans les sciences sociales a embrassé tous les points de l'horizon scientifique international. Pour autant, cette génération a, d'un coup, enrichi l'enseignement supérieur canadien-français de toutes les perspectives intellectuelles, de toute la méthodologie, de toute l'information empirique que les sciences sociales contemporaines sous leur forme la plus évoluée avaient à offrir. On ne peut guère parler d'influence dominante, sauf pour noter que dans certaines institutions les premiers enseignements scientifiques ont pu refléter les écoles de pensée européennes ou américaines auxquelles avaient été exposés les premiers enseignants.

Ce fut une phase artisanale, militante, quelquefois héroïque. Ceux qui y ont participé se sont sentis, à leur façon, des pionniers. Chacun a dû refaire, pour son compte, l'expérience à la fois désolante et stimulante qui avait été celle d'un Montpetit à ses débuts : « pas de tradition intellectuelle sur laquelle fonder sa pensée . . . » Il a fallu créer des enseignements, de semestre en semestre. Il a fallu créer des bibliothèques. Il a fallu mettre en marche des plans de recherche. Aussi bien, il a fallu attirer et recruter des élèves, répondre tant aux sollicitations de ceux qui attendaient impatientement l'aide ou la collaboration qu'aux perplexités, aux craintes sinon aux provocations de ceux qu'inquiétaient ou que contrariaient dans leurs habitudes les sciences sociales. L'aventure de la Faculté des sciences sociales de Laval, sous ce rapport, fut une véritable croisade. Animée par le dynamisme éclairée

de l'homme et de pensée et d'action qu'était le R. P. Lévesque, l'équipe de la première heure eut à faire reconnaître et à défendre contre des forces réactionnaires de toute nature la présence, la nécessité d'une institution qui refusait de se laisser inféoder à l'orthodoxie traditionnelle, aux partis, aux mythologies électorales. Fidèle aux exigences du labeur authentiquement universitaire, elle appliquait au domaine des sciences sociales le précepte que répétait Marie-Victorin aux scientifiques en général, en 1943 : « Il faut chercher et honorer avec ferveur la recherche désintéressée, la science tout court... » D'autres équipes, en d'autres institutions, ont dû vivre, pour des raisons analogues, une identique expérience.

Chacune des deux facultés de sciences sociales a cependant manifesté à l'époque de sa jeunesse une double orientation : celle d'un enseignement scientifique associé à la recherche ; celle d'une préparation de type technique à des carrières que l'on jugeait importantes, comme en témoignent les écoles de service social et les départements de relations industrielles. Pour des raisons analogues, les toutes premières publications de la Faculté des sciences sociales de Laval ont été des *Cahiers* présentant de brefs essais sur des problèmes d'histoire ou d'actualité sociale et destinés à un grand public — étape de transition entre la prédication patriotique ou religieuse et la diffusion des résultats d'une recherche sociale qui commençait à peine.

Toute institution a été ainsi à la fois un laboratoire de pensée et, par son action extérieure, une sorte de mouvement social : d'une part, enseignement et recherche ; d'autre part, action éducative ou thérapeutique



LE T. R. P. GEORGES-HENRI LÉVESQUE, O. P.

auprès des individus ou des groupes. Dans beaucoup de cas, l'une ou l'autre de ces activités, ou les deux, se sont concrétisées en des structures nouvelles associées à la structure initiale. À l'Institut de psychologie de Montréal ont été ajoutées deux institutions complémentaires : l'une vouée à la recherche, le Centre de Recherches en relations humaines ; l'autre destinée à l'action thérapeutique, le Centre d'orientation. À l'École des Hautes Études commerciales de Montréal, on a créé, en 1959, un Institut d'Économie appliquée qui est à la fois un cadre d'enseignement des disciplines économiques et un centre de recherches. L'Institut de géographie de Laval a suscité la création d'un Centre d'études nordiques où se retrouvent géographes, ethnologues et démographes. La Faculté des sciences sociales de Laval qui a créé un Centre de recherche a aussi établi un Centre de culture populaire. La Faculté des sciences sociales de Montréal a pris l'heureuse initiative de transformer un de ses départements en un Centre de recherches en relations industrielles et elle a récemment fondé un Institut de criminologie.

LES PREMIÈRES RECHERCHES

Nous avons défini l'avènement des sciences sociales comme une réponse à un défi : atteindre et connaître objectivement la réalité de la société canadienne-française. Parvenir à cette connaissance supposait, comme condition essentielle, un dégagement de la pensée qui, jusqu'à maintenant, était demeurée investie dans les interprétations morales et idéologiques. Cet objectif et cette condition décomposaient en deux temps la

tâche des sciences sociales : la réalisation de la condition, par l'enseignement ; la poursuite de l'objectif, par la recherche. Nous venons d'esquisser ce que fut l'enseignement et de montrer en quoi il a pu déterminer une nouvelle attitude de pensée. Il a permis, du moins en des disciplines telles que la science économique, la psychologie, l'anthropologie sociale et la sociologie, de passer du niveau idéologique au niveau scientifique. Ce passage est encore en cours. On ne pouvait cependant pas attendre qu'il soit complété avant d'entreprendre des recherches. Celles-ci étaient commandées à la fois par les exigences des sciences sociales elles-mêmes et par les urgences du milieu. On s'y est engagé avec les ressources disponibles en chercheurs, en temps, en ressources financières. En des domaines comme la psychologie, tout était à commencer. En d'autres, tout était à recommencer. La société canadienne-française a bien évolué depuis les travaux de Gérin, de Bouchette, de Blanchard même. Il fallait la reconsidérer à neuf, comme un pays que l'on découvre. Les instituts et les facultés sont devenus des chantiers, modestes au début, de plus en plus et de mieux en mieux équipés avec les années. Les premiers chercheurs n'avaient que l'embarras du choix.

Quelles ont donc été les premières orientations de la recherche sociale ? Très tôt, on a vu apparaître des études d'ensemble sur le milieu québécois contemporain. Ainsi, la collection d'*Études sur notre milieu* préparées en collaboration sous la direction d'Esdras Minville à compter de 1942.¹⁴ Ainsi, dix ans plus tard, en 1952,

14. *Étude sur notre milieu*, collection dirigée par M. Esdras Minville, Montréal, Fides et Hautes Études commerciales, 5 vol., *Notre milieu*, 1942 ; *L'agriculture*, 1943 ; *Montréal économique*, 430 ; *La forêt*, 1944 ; *Pêche et chasse*, 1946.

les *Essais sur le Québec contemporain* groupant des études sur les répercussions sociales de l'industrialisation dans le Québec.¹⁵ Ces ouvrages constituent des approximations panoramiques plutôt que des études en profondeur. À cette dernière catégorie appartiennent certains essais anthropologiques sur la culture canadienne-française. Dans le cas de l'histoire, la voie des études d'ensemble était déjà brillamment éclairée par une longue tradition historiographique. Les jeunes historiens ont cependant délimité des champs précis d'investigation : le régime français ; une revision de la thématique nationaliste ; le XIX^e siècle dont on a étudié particulièrement les courants idéologiques et l'histoire économique.

Quant aux recherches particulières, même un inventaire sommaire des premières investigations dans les diverses disciplines suffit à en indiquer la diversité. Quelques chercheurs folkloristes ont continué d'enrichir la documentation amassée par Marius Barbeau en inventoriant méthodiquement, par régions, les éléments de la civilisation matérielle traditionnelle. Ces recherches folkloriques demeurent cependant relativement imperméables aux préoccupations proprement anthropologiques. L'anthropologie québécoise est toute récente dans l'université. Déjà, on lui doit des monographies qui renouvellent notre vision de certains types de localités rurales. La sociologie, pour sa part, s'est d'abord intéressée aux processus d'évolution des agglomérations urbaines, à l'institution paroissiale, à l'évolution de la famille. Des économistes ont entrepris des études régionales, ont analysé la structure des occupations,

15. *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Presses Universitaires Laval, Québec, 1953.

ont commencé à réécrire l'histoire économique du Canada et du Québec. Les premières expérimentations psychologiques ont porté sur la genèse des attitudes et le dynamisme des relations interethniques.

L'aide financière qui a rendu possible ces premières recherches est venue, en général, de sources extérieures à l'université et, dans la très grande majorité des cas, paradoxalement, de sources extérieures au Québec. L'une des plus importantes de celles-ci a été le Conseil canadien de Recherche en science sociale. Il n'est guère de projet d'un chercheur universitaire, dans le Québec comme dans le reste du Canada, qui n'ait été, à un moment ou l'autre, subventionné par cet organisme. Aussi bien, ce sont les bourses offertes par le même Conseil qui ont permis à un grand nombre de licenciés canadiens-français dans l'une ou l'autre des sciences sociales d'aller compléter leur spécialisation scientifique dans les universités étrangères. Environ 1950, les sciences sociales étaient irrévocablement lancées. Il ne leur restait qu'à progresser.

IV. Situation actuelle et voies de progrès

Un fait global est à noter au sujet de l'état actuel des sciences sociales : leur vitalité. Des centaines d'élèves suivent les cours réguliers des facultés de Montréal et de Québec. Les programmes d'études se sont améliorés. Les départements se sont multipliés. Chacune des deux universités compte maintenant un département de science politique. La jeune Université de Sherbrooke a créé un département de science économique dans le cadre de sa Faculté des arts. S'il y a diversification croissante des champs d'intérêt de spécialisation, il y a simultanément amélioration de la coopération interdisciplinaire et interdépartementale. Les travaux de recherche deviennent des entreprises d'équipes qui groupent des spécialistes de diverses disciplines, souvent des deux universités. Nous en sommes encore à la première génération des professeurs de carrière mais ceux-ci augmentent sans cesse en nombre et en compétence. Grâce aux subventions du Conseil des Arts du Canada et aux bons offices de l'Institut Franco-Canadien, les départements universitaires bénéficient chaque année de l'enseignement de collègues étrangers, particulièrement de France. Ces visites, d'un rythme plus fréquent, tendent à être de plus longue durée.

Les spécialistes canadiens-français des sciences sociales sont depuis longtemps membres des associations canadiennes, américaines et internationales, de leurs disciplines respectives et participent aux congrès de ces groupements. Depuis quelques années, ils animent les congrès annuels de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) : au dernier congrès de novembre 1963, sept des vingt-sept sections d'études étaient consacrées à des sciences sociales. Déjà on compte une *Association canadienne des Économistes*, une *Association canadienne des anthropologues, psychologues sociaux et sociologues de langue française*, une *Société canadienne de science politique*, sans compter les associations d'historiens et de géographes. Plus de dix revues¹⁶ publient les résultats de la recherche empirique, clinique ou théorique.

Aussi bien, on retrouve les diplômés en sciences sociales dans tous les secteurs et jusqu'aux échelons supérieurs de l'administration publique, provinciale ou fédérale ; dans les services de direction du personnel et de planification des entreprises industrielles ou commerciales ; dans les organismes d'éducation populaire ; dans les services de recherche indépendants ; dans les instituts diocésains de pastorale, les fédérations syndicales et les mouvements sociaux. Les historiens de l'avenir seront en mesure, avec l'objectivité que permettra le recul du temps, d'évaluer dans ses justes proportions le rôle qu'ont joué les sciences sociales, depuis vingt ans, dans la rénovation des « doctrines » et des programmes d'action en des domaines tels que le syndicalisme, la pastorale ecclésiastique, la planification politique. Ce rôle fut immense.

16. Voir la liste complète en appendice.

Pour apprécier les bonds accomplis par la recherche sociale canadienne-française, il n'y a qu'à parcourir des volumes récents tels que les *Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard*¹⁷, le catalogue bibliographique des professeurs de l'École des Hautes études commerciales de Montréal¹⁸ et surtout la *Situation de la recherche sur le Canada français*.¹⁹ Ce dernier ouvrage, en particulier, résultat d'un colloque organisé par le Département de sociologie et d'anthropologie de Laval en avril 1962, offre un inventaire critique de la recherche originale accomplie à date et témoigne de la variété et de la richesse de cette recherche. Il n'est guère de secteurs de la vie canadienne-française qui n'ait été l'objet d'investigation, ni de disciplines dont on n'ait utilisé les ressources théoriques ou analytiques, — de la démographie et de l'écologie humaine à la sociologie de la religion. Il faut aussi constater, comme le soulignent les directeurs du colloque de Laval, que « nous sommes davantage encore à l'âge de la coordination plutôt qu'à celui de la synthèse ».²⁰ Reconnaissons enfin le caractère ethnocentrique de cette recherche. « Peu de chercheurs canadiens-français, notent encore Dumont et Martin, . . . situent leurs études sur leur société dans une perspective de comparaison avec d'autres milieux . . . Il nous semble y avoir là l'indication d'une

17. *Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard*, publiés sous les auspices de l'Institut de géographie de l'Université Laval, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1959, 491 p.

18. *Cinquante années de rayonnement : Contribution des professeurs de l'École des Hautes études commerciales de Montréal à la vie intellectuelle du Canada*, Catalogue des principaux écrits ; Montréal, École des Hautes Études commerciales octobre 1962, ronéotypé, 132 p.

19. *Situation de la recherche sur le Canada français*, ouvrage réalisé sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1963, 296 p.

20. *Ibid.*, 8.

étape prochaine à franchir pour la recherche au Canada français. »²¹

L'une des premières tâches des sciences sociales, avons-nous dit, a été de faire acquérir une connaissance du contenu de notre société concrète. Une réflexion récente de deux sociologues, Fernand Dumont et Guy Rocher, nous permettra de préciser de quelle manière cette fonction a été réalisée. « ... Le trait essentiel de l'évolution sociologique récente du Canada français, écrivent-ils, est le passage d'une conscience de soi unitaire à une reconnaissance mal avouée de la pluralité. La situation présente de notre société serait alors marquée par nos difficultés à nous réinventer un visage collectif. »²² Les sciences sociales, pouvons-nous dire, ont participé à ce phénomène d'une double manière. Par leur existence et leur activité mêmes, elles ont contribué au dégagement de ce qu'avait d'unitaire la conscience collective canadienne-française ; par les recherches et les travaux qu'elles ont inspirés, elles ont fait connaître quelques-uns des facteurs et quelques-uns des résultats du processus de diversification et de pluralisation de notre univers social. Elles ont aussi, par la pratique rigoureuse et continue du discours positif qui leur est propre, stimulé une rationalisation, c'est-à-dire, du même coup, une sécularisation de la réflexion sur les réalités sociales. Cette évolution est manifeste non seulement au niveau de l'enseignement universitaire. On l'observe aussi, à des degrés atténués, il est vrai, dans plusieurs domaines de la pensée. Dans le Québec

21. *Ibid.*

22. Fernand Dumont et Guy Rocher, « Introduction à une sociologie du Canada français », *Recherches et débats*, Cahier n° 34 (*Le Canada français aujourd'hui et demain*), Paris, 1961, 13.

de 1964, on ne pose plus les problèmes dans les mêmes termes qu'il y a vingt ou trente ans. Qu'il s'agisse de questions syndicales, politiques, scolaires ou religieuses, il est peu d'énoncé de problème qui n'ambitionne maintenant d'être « objectif ».

Quelle a été enfin, ce sera notre dernière question, l'attitude des sciences sociales vis-à-vis les idéologies traditionnellement dominantes? Répondre à cette question exigerait une dissertation qui sera l'étoffe d'une future histoire de nos sciences sociales. Nous avons noté que l'histoire, l'anthropologie et la sociologie ont entrepris de redéfinir et de réinterpréter la société canadienne-française contemporaine en tant que société globale. C'est indiquer du même coup qu'elles ont aussi entrepris de discuter et de critiquer ses idéologies. D'autre part, les postulats sur lesquels certains historiens, par exemple, fondent une réinterprétation du destin canadien-français, impliquent eux-mêmes une idéologie nouvelle qui veut remplacer les anciennes. Si nos sciences ont contribué, par leur souci du concret, à démythifier et à démystifier la connaissance de notre passé et de notre présent, il leur reste à comprendre encore plus à fond ce passé et ce présent en faisant voir pourquoi les définitions et les interprétations que notre société s'est données d'elle-même ont été ce qu'elles ont été. Sur ce plan encore, elles devront procéder par comparaison avec d'autres sociétés, d'autres époques, et inscrire leurs réflexions dans des schèmes d'explication plus rigoureux. Ce sera un autre de leurs efforts des années à venir. Pour autant, les spécialistes canadiens-français des sciences sociales participeront encore davantage à un vaste dialogue universel — le dialogue

des chercheurs dans les sciences de l'homme qui consacrent leur labeur non seulement à améliorer la rigueur et la qualité de leur discours scientifique sur l'homme mais, ce faisant, à présenter aux hommes une définition d'eux-mêmes qui rende compte à la fois des composantes essentielles de leur condition et des significations les plus stimulantes de leur destin.

Bibliographie sommaire

1. SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES :

GARIGUE, Philip, *A Bibliographical Introduction to the Study of French Canada*, Department of Sociology and Anthropology, McGill University, 1956, 133 p. (distribué par la Librairie dominicaine).

HARRIS, Robin S., TREMBLAY, Arthur, *A Bibliography of Higher Education in Canada — Bibliographie de l'Enseignement supérieur au Canada*, University of Toronto Press, Presses universitaires Laval, 1960, xxv - 158 p.

Situation de la recherche sur le Canada français, ouvrage réalisé sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 296 p.

2. HISTOIRE DES SCIENCES SOCIALES :

BILODEAU, Charles, « L'histoire nationale », *Les Arts, les Lettres et les Sciences au Canada, Recueil de quelques études spéciales*, Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada, 1949-1951, Ottawa, Edmond Cloutier, 1951, 191-203.

FALARDEAU, Jean-C., JONES, Frank E., « La sociologie au Canada », *Actes du troisième congrès mondial de sociologie*, Association internationale de sociologie, VII, 14-22.

HAMELIN, Louis-Edmond, « Petite histoire de la géographie dans le Québec et à l'Université Laval », *Cahiers de géographie de Québec*, septième année, n° 13, octobre 1962-mars 1963, 137-152.

LACOURCIÈRE, Luc, « The present state of French-Canadian Folklore studies », *Journal of American Folklore*, October-December 1961, vol. 74, No. 294, 373-382.

- MACPHERSON, C. B., « The Social Sciences », *The Culture of Contemporary Canada*, Edited by Julian Park, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1957, 181-221.
- MAILLOUX, o. p., Noël, « La Psychologie », *Les Arts, les Lettres et les Sciences au Canada*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1951, 165-177.
- MONTPETIT, Édouard, « Les universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales », *Revue trimestrielle canadienne*, VII, 390-409.
- POULIN, o. f. m., Gonzalve, « L'enseignement des sciences sociales dans les universités canadiennes », *Culture*, II, 1941, n° 2, septembre, 338-349.
- TREMBLAY, Maurice, et FAUCHER, Albert, « L'enseignement des sciences sociales au Canada de langue française », *Les Arts, les Lettres et les Sciences au Canada*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1951, 191-203.

3. QUELQUES OUVRAGES CONTEMPORAINS :

- FRÉGAULT, Guy, *La civilisation de la Nouvelle-France (1713-1744)*, Montréal, Société des Éditions Pascal, 1944, 285 p.
- FALARDEAU, Jean-C., éd., *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1953, 260 p.
- LAMONTAGNE, Maurice, *Le Fédéralisme canadien : évolution et problèmes*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1954.
- RIOUX, Marcel, *Description de la culture de l'Île Verte*, Musée national du Canada, bulletin n° 133, n° 35 de la série anthropologique, Ottawa, Ministère du nord canadien et des ressources nationales, 1954, 98 p.
- FRÉGAULT, Guy, *La guerre de la conquête*, Montréal, Fides, 1955, 414 p.
- Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard*, publiés sous les auspices de l'Institut de géographie de l'Université Laval, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1959, 491.
- ANGERS, F.-A., *Essai sur la centralisation*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1960, 330 p.
- DAWSON, Nora, *La vie traditionnelle à Saint-Pierre (Île d'Orléans)*, Les Archives de Folklore, 8, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1960, 190 p.
- RAYNAULT, André, *Croissance et structure économiques de la province de Québec*, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Province de Québec, 1961.

GOUIN-DÉCARIE, Thérèse, *Intelligence et affectivité chez le jeune enfant*, Éditions Delachaux et Niestlé, Neuchatel, 1962, 215.

GARIGUE, Philippe, *La vie familiale des Canadiens français*, Presses de l'Université de Montréal, Presses Universitaires de France, 1962, 142 p.

LAURENDEAU, Monique, PINARD, Adrien, *La pensée causale*, Institut de Recherches psychologiques, Montréal, Presses Universitaires de France, Paris, 1962, 225 p.

Situation de la recherche sur le Canada français, ouvrage réalisé sous la direction de Fernand Dumont et Yves Martin, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962, 296 p.

DUMONT, Fernand, MARTIN, Yves, *L'analyse des structures sociales régionales, Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1963, 267 p.

TRUDEL, Marcel, *Histoire de la Nouvelle-France, I. Les vaines tentatives, 1524-1603*, Montréal, Paris, Fides, 1963, 307 p.

REVUES CANADIENNES-FRANÇAISES EN SCIENCES SOCIALES

L'Actualité économique, revue trimestrielle,

Direction : Institut d'Économie appliquée,
École des Hautes Études commerciales,
535, avenue Viger,
Montréal 24.

Distribution : Institut d'Économie appliquée,
Montréal.

Les Archives de Folklore, recueil semestriel,

Direction : Les Archives de Folklore,
Université Laval, Québec.

Distribution : Les Presses de l'Université Laval,
Université Laval, Québec.

Cahiers de géographie de Québec, revue semestrielle,

Direction : Institut de géographie,
Université Laval, Québec.

Administration et distribution :
Les Presses de l'Université Laval,
Université Laval, Québec.

Contributions à l'étude des sciences de l'homme, cahiers périodiques,

Direction et rédaction : Centre de Recherches en relations humaines,
2765, chemin Côte-Sainte-Catherine,
Montréal 26.

Distribution : Librairie dominicaine,
2715, chemin Côte-Sainte-Catherine,
Montréal 26.

Culture, revue trimestrielle,

Rédaction : RR. PP. Franciscains,
33, rue de l'Alverne, Québec.

Administration :
33, rue de l'Alverne, Québec.

Recherches sociologiques, trois numéros par an,

Direction et rédaction : Département de sociologie et d'anthropologie,
Faculté des Sciences sociales,
Université Laval.

Administration et distribution :
Les Presses de l'Université Laval,
Université Laval, Québec.

Relations industrielles, revue trimestrielle,

Direction et rédaction : Département de relations industrielles,
Faculté des Sciences sociales,
Université Laval, Québec.

Administration et distribution :
Les Presses de l'Université Laval,
Université Laval, Québec.

Revue canadienne de géographie, revue trimestrielle,

Direction : Société de géographie de Montréal et Institut de géographie
de l'Université de Montréal.

Distribution : Institut de géographie,
Université de Montréal, Montréal.

Revue d'histoire de l'Amérique française, revue trimestrielle,

Direction : Institut d'Histoire de l'Amérique française,
262, rue Bloomfield, Montréal 8.

Distribution : Institut d'Histoire de l'Amérique française, Montréal.

Service social, trois numéros par an,

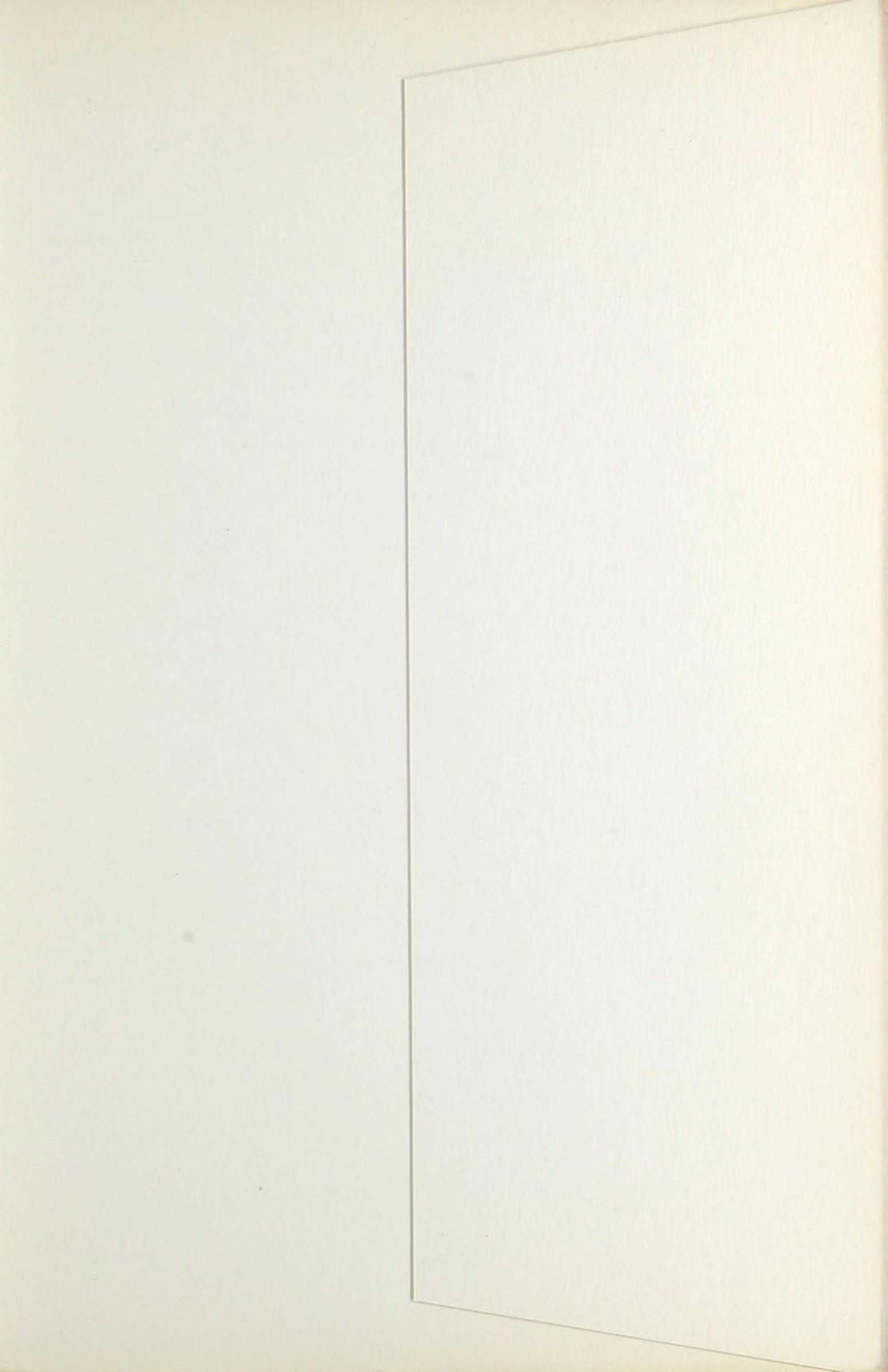
Direction et rédaction : École de Service social,
Faculté des Sciences sociales,
Université Laval, Québec.

Administration et distribution :
Les Presses de l'Université Laval,
Université Laval, Québec.

Table des matières

AVANT-PROPOS	9
I. Les Don Quichotte de notre XIX ^e siècle.....	13
II. Un XX ^e siècle lent à démarrer.....	26
III. Les débuts institutionnels.....	36
IV. Situation actuelle et voies de progrès.....	54
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE.....	61

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DES ATELIERS CHARRIER ET DUGAL, INC.
À QUÉBEC,
LE HUITIÈME JOUR DU MOIS DE MAI
DE L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE ET QUATRE





000 213 062



L'auteur, **JEAN-CHARLES FALARDEAU**, est, depuis 1943, professeur de sociologie à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval, à Québec. De 1953 à 1961, il a été directeur du Département de sociologie de cette Faculté. Il est co-directeur de la revue *Recherches sociographiques* que publie ce département depuis 1960.

Il a été professeur invité, en sociologie, aux universités de Toronto, Bordeaux, Aix-en-Provence et Vancouver, et membre de la délégation canadienne à la neuvième conférence générale de l'U.N.E.S.C.O., à la Nouvelle-Delhi, en 1956.

Membre de la Société royale du Canada, Jean-Charles Falardeau est, depuis 1962, président du Conseil des Arts du Québec.

Auteur de plusieurs brochures et articles, collaborateur à de nombreuses revues, il a publié, en collaboration, *Essais sur le Québec contemporain* et *La Dualité canadienne*. Il est l'auteur de *Roots and Values in Canadian Lives*.